



Conseil Économique
et Social

Distr.
GÉNÉRALE

TRANS/WP.1/2001/42
6 juillet 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Groupe de travail de la sécurité de la circulation routière

(Trente-septième session, 10-14 septembre 2001,
point 2 de l'ordre du jour)

**ÉVALUATION DE LA TROISIÈME SEMAINE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
DANS LA RÉGION DE LA CEE**

Transmise par la Fédération européenne des victimes de la route (FEVR)

À la suite de la troisième Semaine de la sécurité routière, la FEVR a demandé à ses associations membres de répondre à un questionnaire. Les réponses reçues ont permis de tirer les conclusions suivantes:

- ?? Seule la moitié des associations estiment que l'action de l'ONU a été **utile** pour leur pays.
- ?? Seule la moitié des associations reconnaissent la **participation** du gouvernement, des autorités locales ou d'autres organisations de leur pays à la troisième Semaine de la sécurité routière.
- ?? La majorité estime que la valeur ajoutée par l'ONU n'a **pas** été **significative**.
- ?? La majorité pense que l'action onusienne de 2005 **devrait avoir lieu**. Toutefois, le niveau d'investissement devrait être nettement supérieur à celui des actions précédentes et la transmission de l'information sensiblement améliorée entre l'ONU et les gouvernements, les ministères et les départements chargés de préparer et mettre en œuvre les activités.

- ?? La moitié des associations préféreraient que les actions onusiennes se déroulent sur **une semaine**, l'autre moitié sur **une année**.
- ?? La majorité serait favorable à la participation d'autres membres de la **famille des Nations Unies** à la prochaine Semaine de la sécurité routière.
- ?? La majorité serait favorable à la participation d'**organisations privées**, à l'exclusion toutefois des sociétés dont la façon d'agir est en contradiction avec les objectifs de la Semaine de la sécurité routière.

Observations sur l'action passée

- ✍✍ Les associations membres de la FEVR qui ont répondu au questionnaire sont presque toutes issues de l'Union européenne. Il est préoccupant que seule la moitié d'entre elles jugent cette action utile. Les pays dans lesquels les associations l'ont estimée utile sont également ceux où le gouvernement ou les autorités locales ont participé activement à la Semaine de la sécurité routière. Par extrapolation, on peut donc penser que les pays d'Europe centrale et orientale, où la participation du gouvernement a été plus active que dans ceux de l'UE, doivent avoir enregistré un taux de succès plus élevé.
- ✍✍ Le fait que la moitié des pays de l'UE ne se soient pas montrés disposés à participer indique peut-être le faible degré de priorité que leur gouvernement accorde à ce type d'activité en faveur de la sécurité routière. Ce défaut de participation pourrait aussi être dû à une interruption dans la chaîne de communication entre le WP.1 et les services compétents pour organiser l'opération. Il n'est pas non plus à exclure que certains gouvernements aient été découragés d'investir des fonds dans une action ayant le parrainage de l'ONU par des organisations (commerciales) concurrentes recevant généralement des subventions pour mener de telles actions, qui sont de nature à leur procurer une publicité gratuite.
- ✍✍ Le fait qu'une grande majorité d'associations ne jugent pas satisfaisante la valeur ajoutée fournie par l'ONU est également inquiétant. Cela s'explique peut-être par une méconnaissance générale, de la part du public et de certaines administrations, du rôle, de l'action et de la compétence de l'ONU en matière de sécurité routière et, en particulier, du rôle du WP.1. Ce peut être dû aussi au fait que l'on considère souvent le WP.1 comme un organe doté d'un rôle essentiellement réglementaire, laissant aux autorités des pays membres le soin de promouvoir la sécurité routière. Mais cela peut également être dû malheureusement à ce que le prestige de l'ONU est en baisse auprès de l'opinion dans certains pays en raison de récentes initiatives vaines ou malheureuses, malgré de nombreux succès enregistrés dans le monde entier.
- ✍✍ Il convient de souligner les efforts déployés par la FEVR à l'occasion de la Semaine de la sécurité routière de l'ONU. Elle a obtenu une subvention substantielle de la Commission européenne pour l'impression et la diffusion dans toute l'Europe d'une brochure européenne commune, tirée à 1 500 000 exemplaires en sept langues, initiative appuyée par la publication de dépliants au niveau national et l'organisation de multiples manifestations. Sur le plan de la communication, la FEVR a,

parallèlement aux canaux diplomatiques, informé les différents départements compétents de chaque pays, en les engageant à prendre des dispositions conformément à la résolution de l'ONU pour organiser une telle semaine de la sécurité routière. Il est regrettable que d'autres ONG, actives au sein du WP.1, n'aient pas déployé d'efforts similaires.

Considérations relatives aux actions futures

- ✍✍ Le succès de telles actions repose pour beaucoup sur la participation active d'un grand nombre de gouvernements des pays membres de l'ONU, ce qui suppose peut-être un consensus diplomatique préliminaire (au sein du CTI?).
- ✍✍ Une publicité devrait être donnée en permanence (sous forme de brochure des Nations Unies et sur les sites Internet) à l'activité tant du Conseil économique et social de l'ONU que des autres membres de la famille des Nations Unies dans le domaine des transports et de la sécurité routière, à ses résultats et à ses buts, l'accent étant mis sur les capacités des Nations Unies en matière de direction et de coordination à l'échelle mondiale.
- ✍✍ Il faudrait renforcer l'interactivité entre l'Organisation des Nations Unies, d'une part, et la société civile et les parties prenantes, de l'autre, afin d'instaurer un échange dialectique. Cela pourrait se faire par exemple sous la forme de grandes conférences périodiques, comme au Parlement européen. Les conclusions de ces conférences devraient être largement diffusées.
- ✍✍ Une fois réunies ces conditions préalables, le WP.1 devrait choisir, pour la prochaine Semaine de la sécurité routière, un sujet approprié (ce pourrait même être l'évaluation des initiatives prises et des résultats obtenus au niveau national en matière de sécurité routière au cours des cinq dernières années), informer en temps utile les différents gouvernements par la voie diplomatique et leur demander une réponse (la participation active des autorités étant essentielle pour le succès de ces actions). Les gouvernements pourraient ainsi d'une part tenir compte de cette manifestation dans la programmation de leurs propres campagnes de sécurité routière, et d'autre part prévoir un niveau d'investissements, de dépenses et de subventions approprié.
- ✍✍ Les institutions spécialisées des Nations Unies, la Commission européenne, les institutions intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les organisations commerciales ou privées acceptables devraient également participer aux différentes phases de la préparation et de la réalisation de la manifestation de manière à «saturer» les médias sur ce thème durant la semaine.
- ✍✍ En résumé, il faudrait faire en sorte que l'activité en faveur de la sécurité routière devienne permanente, en y associant toutes les organisations concernées et en y faisant participer activement la société civile, donner tous les cinq ans à cette activité une très large couverture médiatique pendant une semaine et, si possible, la mener partout dans le monde sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.